



## ÉCONOMIE & ENTREPRISE

# L'industrie veut des coûts énergétiques « acceptables »

Jeudi 6 février, les grands groupes français ont remis leurs recommandations au gouvernement

**C**ompétitivité. Le mot revient comme un leitmotiv dans les recommandations que le Cercle de l'industrie et les cent six grands groupes réunis au sein de l'Association française des entreprises privées (AFEP) ont présentées, jeudi 6 février, au ministre de l'écologie et de l'énergie, Philippe Martin.

Entre la fin du débat national sur la transition énergétique, en juillet 2013, et l'examen du projet de loi courant 2014, ce lobby représentant 6,7 millions d'emplois et 1700 milliards d'euros de chiffres d'affaires redonne de la voix. Il est convaincu que les entreprises ont eu moins de poids que les mouvements de défense de l'environnement lors du débat.

Jean-Pierre Clamadieu, patron du chimiste Solvay, se veut optimiste. « *La transition énergétique peut être un levier de performance écologique et économique* », assure le président du groupe de travail énergie de l'AFEP. Il a noté que dans son « paquet énergie-climat », dévoilé le 22 janvier, la Commission européenne parlait de compétitivité. Et que « *les autorités françaises, jusqu'au chef de l'Etat, [avaient] compris que l'énergie [était] un facteur* » y contribuant.

La loi de programmation, qui engagera la France et ses entreprises pour des décennies, avec des conséquences sur la part du nucléaire, sur celle des énergies renouvelables, sur la question de

l'efficacité et les réseaux « intelligents », devra être « *en cohérence avec la politique* » définie fin mars, lors du prochain Conseil européen. Surtout, elle devra s'opérer « *à des coûts acceptables* ».

Or, l'énergie n'a jamais été aussi chère. Depuis 2000, le prix du pétrole a triplé et les subventions aux énergies renouvelables ont explosé. Par ailleurs, les énergéticiens ont dû investir dans le renouvellement des infrastructures.

**Le prix  
des ressources  
n'a jamais été  
aussi élevé.  
Depuis 2000, celui  
du pétrole a triplé**

Pour l'AFEP, il est exclu de sortir du nucléaire ou de subventionner massivement et indéfiniment l'éolien et le solaire, comme l'a fait l'Allemagne. « *Les renouvelables ont leur place, mais il faut privilégier celles dont le prix converge vers les autres énergies* », dit M. Clamadieu.

En France, le secteur des « électro-intensifs », soumis à la concurrence, est très exposé. Dans l'Hexagone, une centaine de sites industriels sont concernés ; il s'agit d'activités très gourmandes en électricité – aluminium, gaz industriels, chimie, papeterie, sidérurgie. En Allemagne, les exonéra-

tions fiscales ont réduit de 20 % la facture de courant des grands industriels du pays ; elles génèrent un écart qui pénalise les groupes de l'Hexagone. Quant aux « gazo-intensifs » européens, ils paient la ressource trois fois plus cher que leurs rivaux américains en raison du développement des gaz de schiste outre-Atlantique.

Les patrons français ne sont pas seuls dans cette croisade. Si l'énergie est trop chère et les contraintes de la lutte contre le changement climatique trop lourdes, les industriels délocaliseront leurs activités, prévenait Lakshmi Mittal, PDG du sidérurgiste ArcelorMittal, dans la *Financial Times*. C'était le 21 janvier, la veille de la publication des propositions « énergie-climat » de Bruxelles.

Les industriels notent que l'Europe est responsable de 12 % des émissions de gaz à effet de serre – la France y affiche le meilleur bilan CO<sub>2</sub> grâce à son parc nucléaire et à l'hydraulique. Mais ils observent aussi que le Vieux Continent est le seul à s'engager sur un objectif de réduction de ses émissions (-40 % en 2030 par rapport à 1990)...

Ils redoutent que les entreprises supportent la plus grande partie de cet effort. Et, sur le volet énergie, ils regrettent que la Commission de Bruxelles ne fournisse pas d'outils pour améliorer la compétitivité et se contente d'un objectif : l'industrie devra, à terme, peser 20 % du produit intérieur brut européen.

La France a de nombreux atouts économiques et technologiques, dit M. Clamadieu. Elle dispose d'un parc nucléaire et hydraulique « *largement amorti et compétitif* » et de filières d'excellence (gaz, pétrole, cogénération...) qui sont portées par de grands groupes et un tissu de PME. Avec le soutien de l'Etat, tous peuvent mener des actions de sobriété énergétique présentant le meilleur rapport coût-efficacité. Surtout dans le bâtiment et les transports, où le potentiel de progrès est élevé.

En revanche, l'AFEP n'attend pas de miracle d'une production de gaz de schiste, interdite par la loi du 13 juillet 2011, même si le recours à cette ressource permettrait de gagner en compétitivité.

Comme Arnaud Montebourg, le ministre du redressement productif, elle réclame une relance de la recherche et du développement (R & D) pour des solutions d'extraction propres. Mais aussi l'aide de l'Union européenne pour la R & D dans les technologies à faibles émissions de CO<sub>2</sub>.

Si l'énergie est une industrie à cycles longs, il lui arrive d'être bouleversée par des révolutions, comme celle des hydrocarbures non conventionnels. M. Clamadieu demande du « *pragmatisme* » au gouvernement. Le mot que François Hollande a utilisé, en septembre 2013, lors de la conférence environnementale. ■

**JEAN-MICHEL BEZAT**

